

[Texte]

Everybody is not getting involved in this only because of supply management. I think it is an issue in relationship to the commitment of the federal government, and that includes all parties, to agriculture. Supply management is a very, very focused issue. If you can trade away supply management in international trade, and fundamentally change the agriculture policy and fabric that we do have, what is sacrosanct? What do we have to look forward to as agriculture producers, and what security do we have anywhere? That's not talking of any political party. That's talking of governments in general. I think it's a very, very serious issue, and I'll leave it at that.

[Traduction]

Si les gens protestent, ce n'est pas uniquement à cause de notre régime de gestion des approvisionnements. Cela concerne également l'engagement du gouvernement fédéral, et de tous les partis politiques, envers l'agriculture. La question de la gestion des approvisionnements est une question bien précise. Mais si l'on peut sacrifier ce régime dans le contexte des négociations commerciales internationales, et en ce faisant, modifier profondément la politique agricole et le mode de vie de nos producteurs, on doit se demander s'il reste encore quelque chose de sacré? Quel est notre avenir en tant que producteur agricole, et quelle sécurité va-t-on nous offrir? Et là, je ne parle pas d'un parti politique en particulier, mais plutôt des gouvernements en général. Pour moi, c'est une question très grave, mais je m'arrêterai là.

Mr. Harvard: What would be the impact of the Dunkel proposals on prairie grain prices for export?

Mr. Geddes: Mr. Chairman, that's difficult to predict because Dunkel has no effect on weather or markets to a great extent. But from a strictly marketing standpoint, if the status quo were held it would have the effect, as I understand the document, of reducing the amount of tonnage of cereal grains that the European Community could subsidize. It would have the effect of limiting the amount of Export Enhancement Program the Americans could use. With those two players limited to some extent to what they could do in the export arena with cereal grains, the price should theoretically rise, and I would hope that would be the case.

M. Larrivée (Joliette): Monsieur le président, je vais m'exprimer en français et tâcher de le faire de façon non partisane.

• 1715

Je suis extrêmement déçu de la tournure de la dernière intervention de mon collègue qui politise le problème qu'on vit actuellement. Il ne le prend peut-être pas au sérieux. On peut s'amuser avec cela, mais on a un problème majeur qui est loin d'être dû à des politiques du gouvernement canadien. On vit dans un monde en plein changement où le commerce entre les pays se pratique de plus en plus. On a un choix: ou bien fermer nos frontières, nous renfermer sur nous-mêmes et étouffer, ou bien être un acteur important dans le commerce international. Ceci, bien sûr, crée toutes sortes de problèmes.

Je suis de la province de Québec. Je n'ai pas besoin de vous dire que tout l'aspect des offices de commercialisation est extrêmement important et qu'on travaille d'arrache-pied pour protéger nos producteurs, tant au Québec que dans les autres provinces.

Encore une fois, je suis déçu de l'attitude de certains parlementaires et de certaines personnes de l'industrie alimentaire. Vous dites: On demande que le premier ministre s'implique. Vous dites cela comme si le premier

Mr. Harvard: Et quelle serait l'incidence des propositions Dunkel sur les prix des céréales destinées à l'exportation?

Mr. Geddes: Eh bien, monsieur le président, c'est difficile à dire, car il y a d'autres facteurs, comme le temps ou les marchés, où leur effet est plus ou moins nul. Mais du point de vue strictement de la commercialisation, si l'on maintenant le statu quo, d'après ce que j'ai pu comprendre en lisant ce document, le tonnage de céréales que pourrait subventionner la communauté européenne serait moins élevé. Autrement dit, les mesures envisagées auraient pour effet de limiter l'application du programme de subvention aux exportations dont profitent les producteurs américains. Si les possibilités de subventionnement des céréales destinées à l'exportation étaient limitées, dans le cas de ces deux pays, le prix devrait normalement augmenter, et ce serait également mon espoir.

M. Larrivée (Joliette): Mr. Chairman, I intend to make my comments in French and to be as non partisan as possible.

I must say I am very disappointed by the comments my colleague just made, because he seems intending on politicising our current dilemma. Perhaps he does not really take it seriously. And although some people may see it as a frivolous issue, we are in fact facing a major problem which has nothing whatsoever to do with the policies of the Canadian government. The world we live in is undergoing profound changes and it's a world of increasing international trade. We have the choice of closing our borders, turning inwards and perhaps suffocating in the process, or becoming important players as far as international trade is concerned. That, of course, creates all sorts of difficulties.

I am from the province of Quebec. There is no need for me to tell you just how important the marketing boards are to us and how hard we're working to protect our producers, both in Quebec and in the other provinces as well.

Once again, I am very disappointed by the attitude of some parliamentarians and certain representatives of the food industry. You say: we want the Prime Minister to get involved. You say that as though the Prime Minister were